

Communiqué aux médias

Coire, le 28 août 2020

L'initiative parlementaire CER-E – Réduire le risque de l'utilisation de pesticides – est prête à voler :

Le vilain petit canard devient un oiseau prometteur

L'initiative parlementaire approuvée par la CER du Conseil des Etats le 28 août représente un pas vers davantage de responsabilité des acteurs dans la politique agricole. La mise en œuvre de trajectoires de réduction donne à la branche une marge de manœuvre pour atteindre les objectifs fixés par la politique. La protection de l'environnement, la qualité de l'eau potable et la santé peuvent bénéficier de l'innovation, de la responsabilisation des acteurs et de la différenciation sur les marchés.

La fixation de trajectoires de réduction pour les pesticides et pour les excédents d'azote et de phosphore peut se révéler comme un chemin efficace et non-bureaucratique. La CISA est d'avis que progresser sur ces trajectoires implique un rôle actif des producteurs, du marché, de la recherche et de la politique. L'initiative parlementaire entrouvre cette porte. La balle est maintenant dans le camp des organisations sectorielles, de labels et de producteurs. Elles doivent accompagner positivement cette proposition vers le plénum des Etats et le Conseil national et la rendre vivante et crédible. Si elles y parviennent, l'idée initialement un peu abstraite de trajectoire de réduction pourra s'envoler : ce qu'on croyait être un vilain petit canard deviendra un fier cygne.

La CISA soutient de plus la transposition du modèle à succès de l'Agence pour l'énergie de l'économie (AEnEC) au secteur agricole et agroalimentaire. Elle stimulera la discussion autour de cette proposition. En définitive, l'initiative parlementaire va se charger de garder la scène agricole en mouvement, malgré le fait que la PA22+ ait du plomb dans l'aile.

Contact:

Jacques Chavaz, président, 079 763 87 76 (français)

Christof Dietler, gérant, 079 777 78 37 (allemand)

CISA – une plate-forme pour la filière agricole et agroalimentaire suisse. Les agriculteurs, les fromagers, les commerçants, les consommateurs, etc. échangent et dialoguent. Des sujets inconfortables sont discutés : les déficits tant sur les marchés qu'en matière de durabilité ou les relations non clarifiées avec nos voisins européens. La CISA s'engage pour la Suisse en tant que place économique agricole et alimentaire et pour une approche volontaire et intelligente des marchés étrangers intéressants.